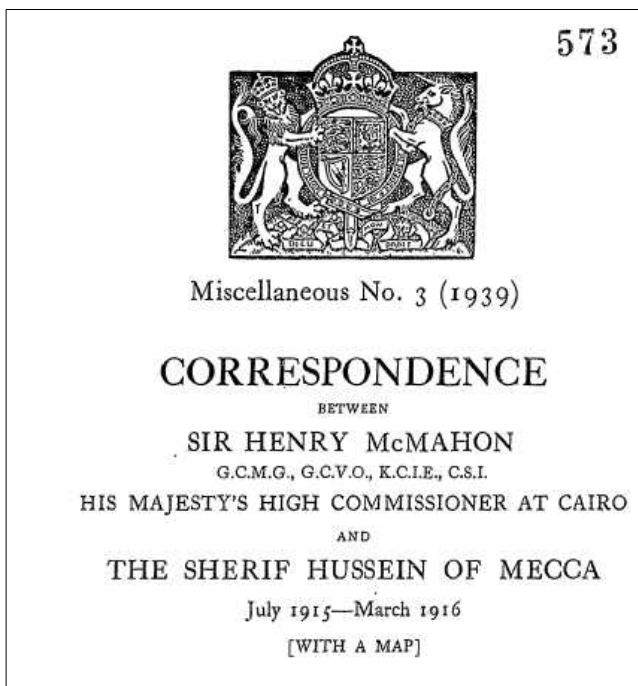


1915	Correspondance MacMahon - Hussein La Grande-Bretagne promet un royaume Arabe aux Hussein contre l'engagement de soulever les Arabes contre les Ottomans. Mais le sort de la Palestine n'est pas clair dans cette promesse
-------------	---

La première guerre mondiale oppose à partir de 1914, notamment les Français et les Britanniques aux Allemands et aux Turcs de l'empire ottoman. L'empire couvre alors tout le proche-orient excepté l'Iran et l'intérieur de la péninsule arabe.



Dans cette péninsule arabe, Hussein ben Ali, membre de la famille hachémite, descendants de Mahomet est exilé par les Ottomans. Ceux-ci le nomme cependant Chérif de la Mecque, protecteur des lieux saint du Hedjaz le 1^{er} novembre 1908. Menacé par la famille Saoud du Nedj, le coeur de l'Arabie, il souhaite obtenir un grand royaume arabe.

C'est l'occasion pour les Britanniques, qui veulent sécuriser la route des Indes par le Canal de Suez, mais aussi l'accès au pétrole de Mossoul de s'allier avec le Chérif.

La correspondance entre Sir Henry McMahon, Haut Commissaire britannique en Égypte et Hussein Ibn Ali vise à déclencher une grande révolte arabe qui puisse aider à défaire l'empire Ottoman, en échange de la promesse d'une indépendance arabe à l'issue de la victoire espérée.

Cette correspondance recèle cependant des trésors d'ambiguïté de la part des Britanniques qui excluent du territoire voué à l'indépendance les terres situées à l'ouest d'une ligne Homs, Damas, Hama et Alep, car ils ne sont pas "purement" arabes. Ils en conclueront qu'il faut exclure la Palestine du royaume arabe, certes à l'Ouest, mais surtout bien au sud de ladite ligne. Les accords Sykes-Picot, entre français et britanniques prévoient dès 1916 que la Palestine doit rester une zone internationale, ce qu'elle ne sera pourtant jamais. Le nom « Palestine » n'est d'ailleurs jamais mentionné dans la correspondance.

La langue de correspondance est ici l'arabe. Le texte anglais est donc issu d'une traduction britannique. Le langage du Chérif n'est pas toujours clair, au-delà des idées exprimées.

Les lettres du chérif étaient elles-mêmes écrites dans un style qui ne permettait pas une traduction facile, toutefois il y écrit clairement que la conclusion de leurs négociations « dépend uniquement de s'il acceptera ou rejettera les frontières proposées ».

Hussein écrit (lettre n°1) que *la nation arabe sans aucune exception a pris ces dernières années la décision pour obtenir sa liberté, de saisir les rênes de sa destinée en théorie mais aussi en pratique;*

Il demande que *l'Angleterre reconnaisse l'indépendance de la Nation arabe* (dont évidemment il prendra la tête) dans les limites suivantes :

- au nord par Mersine et Adana jusqu'au 37°degré de latitude, où se trouve Birijik, Urfa, Mardin, Midiat, Jezirat (Ibn 'Umar), Amadia, jusqu'à la frontière de la Perse;
- à l'est par les frontières de la Perse jusqu'au Golfe de Bassorah;
- au sud par l'océan Indien, à l'exception d'Aden qui doit rester tel qu'il est;
- à l'ouest par la mer Rouge, la mer Méditerranée jusqu'à Mersine.

et approuve la proclamation d'un Califat arabe de l'islam. La réponse anglaise est laconique (lettre n°2) :

" En ce qui concerne les questions de limites et des frontières, il semble prématuré de consacrer du temps à discuter de ces détails dans le feu de la guerre, alors que dans plusieurs portions du territoire concerné, l'occupation par les Turcs est maintenant effective;"

et peu appréciée par Hussein qui dit *l'impression qu'elle [lui] a laissé d'une certaine ambiguïté et d'un ton hésitant et froid en ce qui concerne notre point essentiel.*

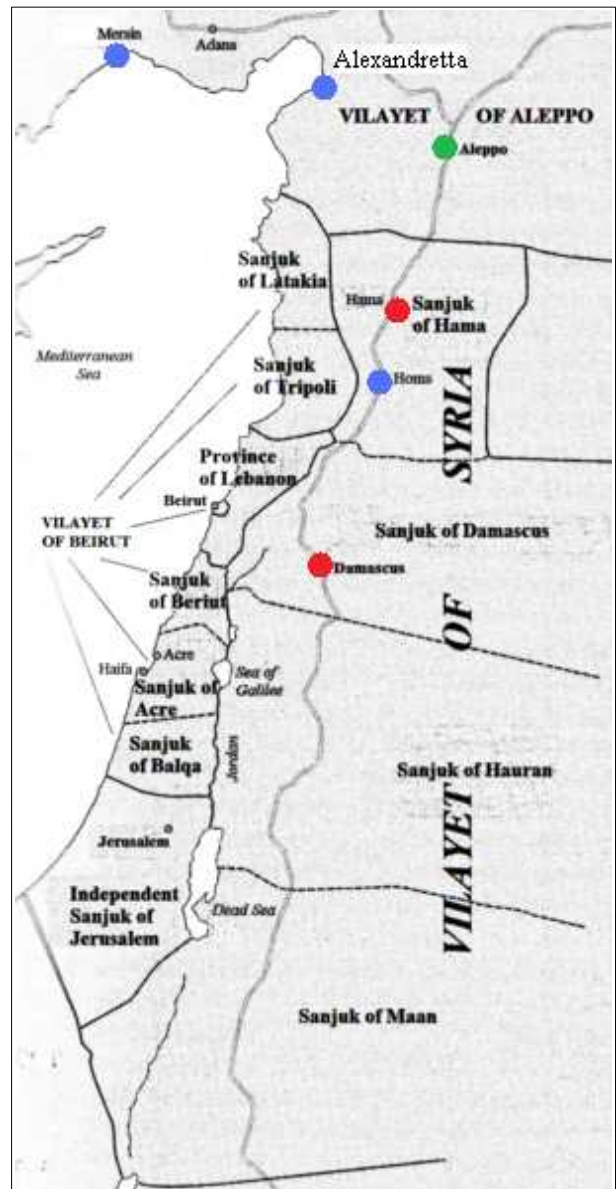
Mac Mahon s'engage finalement sur *les deux districts de Mersine et d'Alexandretta*

" mais les parties de Syrie s'étendant à l'Ouest des districts de Damas, Homs, Hama et Alep ne peuvent pas être considérées comme étant purement arabes et seraient exclues des limites et frontières envisagées."

Cette phrase fera couler beaucoup d'encre car la Palestine, non mentionnée explicitement, est située à l'Ouest de la ligne Damas-Homs-Hama-Alep, et doit être exclue de l'empire arabe pour les Anglais.

La plus importante des lettres, qui a eu pour effet d'entraîner les Arabes dans la guerre aux côtés des Britanniques, est celle écrite par McMahon le 24 octobre 1915 [lettre n°4] On y trouve le passage clé suivant, dans lequel McMahon promet que les Britanniques « reconnaissent et soutiennent l'indépendance des Arabes » dans les régions prescrites par le Chérif Hussein :

« Les districts de Mersin et d'Alexandrette, et des portions de la Syrie s'étendant à l'ouest des districts de Damas, de Homs, de Hama et d'Alep [le Liban d'aujourd'hui] ne sont pas arabes à proprement parler, et doivent par conséquent être exclus de la délimitation proposée.



« Sous réserve de cette modification, et sans préjudice des traités que nous avons conclu avec certains chefs arabes, nous acceptons cette délimitation.

« Quant aux régions qui s'étendent à l'intérieur des frontières proposées, et dans lesquelles la Grande-Bretagne est libre d'agir sans porter atteinte aux intérêts de la France, son alliée, je suis autorisé à vous conférer les gages suivants au nom du gouvernement de la Grande-Bretagne, et en répondant comme suit à votre note : que, sous réserve des modifications citées ci-dessus, la Grande-Bretagne est prête à reconnaître et à faire respecter l'indépendance des Arabes dans toutes la région délimitée par les frontières que propose le chérif de La Mecque." »

Les Britanniques ont affirmé que cette région ne faisait pas partie du territoire de l'indépendance arabe parce que la lettre de McMahon excluait les « portions de la Syrie s'étendant à l'ouest des districts de Damas, de Homs, de Hama et d'Alep ».

Aux yeux des Britanniques, le mot « district » était un équivalent de « vilayet », et ils ont avancé que « puisque le vilayet de Damas inclut la partie de la Syrie [maintenant la Jordanie] qui s'étend à l'est du Jourdain, la partie de la Syrie [Palestine] qui se trouve à l'ouest du Jourdain était l'une des portions de territoire réservé [i.e. exclue] par l'énoncé de McMahon ». Autrement dit, les Britanniques ont revendiqué que, puisque le district turc qui incluait Damas s'étendait sur l'axe nord-sud, l'exclusion britannique incluait tout le territoire à l'ouest de ce district, territoire qui comprend Israël et la Palestine d'aujourd'hui.

Pour George Antonius¹ cet argument est indéfendable : « D'abord, le mot *district* ... ne pouvait pas vouloir dire la même chose que *vilayet*, puisqu'il n'existait pas de telles choses que le « vilayet de Damas », le « vilayet de Homs » et le « vilayet de Hama ». Il n'y avait en Syrie qu'un seul vilayet, et Damas en était la capitale, de même que deux divisions administratives plus petites, dont Homs et Hama étaient les chefs-lieux. L'énoncé de Sir Henry McMahon n'est logique que dans la mesure où ces districts sont réellement considérés dans le vrai sens du mot *district*, c'est-à-dire pour désigner les régions adjacentes à ces quatre villes, et où son exemption s'applique à la région de la Syrie – en gros, de Sidon à Alexandrette – qui s'étend à l'ouest de la ligne continue formée par ces quatre villes et par les districts qui leurs sont attenants ».

Plus loin, Antonius explique que « [McMahon] fait référence aux régions qu'il souhaite exclure comme étant "dans les deux vilayets d'Alep et de Beyrouth". S'il avait eu la Palestine en tête, il aurait certainement ajouté "ainsi que le sanjak de Jérusalem". Qu'il ne l'ait pas fait semble confirmer l'hypothèse voulant que les seules portions de la Syrie qu'il proposait à l'époque de garder pour la France étaient les régions côtières de la Syrie du nord [soit le Liban d'aujourd'hui]. »

Enfin, Antonius souligne que, dans des arguments formulés par les Britanniques aux Français dans d'autres documents, les Britanniques ont mentionné ne pas pouvoir donner Israël (la Palestine) aux Français, car elle avait déjà été réservée pour un État arabe indépendant selon les délimitations suivantes :

« [La Palestine] doit [ainsi], en l'absence de tout accord contraire, nécessairement demeurer dans le territoire de l'indépendance arabe tel que proposé par le chérif de la Mecque et accepté par la Grande-Bretagne. »²

« Après accord avec les alliés, le 10 juin 1916, le chérif levait l'étendard de la révolte et se faisait proclamer "roi des Arabes", les alliés se contentant seulement de lui reconnaître le titre de "roi du Hedjaz". La tonalité de la proclamation d'Hussein reposait sur la religion musulmane et non sur les principes du nationalisme

1 Historien du nationalisme arabe, auteur du 'réveil de la nation arabe. Histoire du nationalisme arabe'.1946

2 Commentaire en italique CJPMO

arabe balbutiant. Il était alors entendu que le royaume du Hedjaz, puissance belligérante à part entière, serait ultérieurement convié aux conférences de la paix en cas de victoire des alliés.

Mais, parallèlement, Français et Britanniques songeaient à remodeler le Moyen-Orient dans la perspective de l'après-guerre, et selon leurs seuls intérêts.

Les Français étaient surtout intéressés par le Liban où ils avaient de puissants soutiens parmi les maronites, tandis que les Britanniques avaient des vues sur l'Irak. »³

Voir aussi :

[[correspondance complète en français](#)]

[[télécharger / imprimer correspondance complète en Anglais - Fac simile 19 pages publié en 1939](#)]

[[rapport fait en 1939 sur la correspondance MacMahon Hussein](#)] Anglais, 52 pages dont 9 pages de rapport + annexes

3 La Grande Syrie p. 261.